

Rapport de Pascal Savoldelli

CN du 10 juin 2015

Élections régionales, un temps fort dans la construction d'un nouveau projet de gauche dans les régions et pour notre pays

Cher-e-s camarades,

Tout d'abord, avant d'entrer dans le vif du sujet qui nous réunit aujourd'hui, permettez-moi d'exprimer une émotion et un sentiment de révolte, que je sais partagés, contre les brutalités policières dont viennent d'être victimes les migrants du camp de La Chapelle ainsi que des personnalités et des élu(e)s venus les soutenir et les défendre.

De telles violences contre des personnes jetées et laissées, sans aucune perspective, dans le plus grand dénuement sont inacceptables et indignes de la part du gouvernement dans notre pays, terre d'asile et de liberté. Cette situation constitue « un véritable scandale humanitaire », comme le dénoncent auprès du 1^{er} Ministre les associations d'aide aux migrants et comme le ressentent douloureusement beaucoup de jeunes.

Je reviens à notre approche des élections régionales et à leur importance comme temps fort dans la construction d'un nouveau projet de gauche dans notre pays.

En effet, la portée territoriale, nationale et européenne des nouvelles régions souligne par elle-même l'importance des élections régionales de décembre. Elles vont être un moment politique de première importance dans un contexte politique complexe dans lequel les contradictions et les effets des politiques austéritaires permettent de penser des mobilisations pour des perspectives de progrès.

D'emblée, je tiens à insister sur l'importance de ce scrutin en attirant tout particulièrement l'attention de celles et ceux qui, dans le Parti, penseraient que ces élections régionales n'auront que peu d'impact sur la vie des gens ou sur les enjeux nationaux..., voire même qu'elles ne servent à rien ! Bien au contraire, elles sont au cœur de choix de société majeurs dans notre société en crise mais aussi traversée par de profondes mutations et bousculée par un libéralisme dominant aux réformes tous azimuts contre l'intérêt général, comme en attestent tout particulièrement la réforme territoriale et la réorganisation des régions en 13 territoires administratifs et politiques.

Dans la crise politique et sociale actuelle, nous devons considérer ces élections régionales comme un temps fort de notre engagement pour accroître le champ et la qualité des réponses que le Parti communiste français s'efforce, aux côtés d'autres, d'apporter en

permanence sur les questions de société, au plus près de la vie des gens et de leurs préoccupations, de leur colère et de leurs attentes.

Le Parti communiste français a une responsabilité énorme dans ces élections. Certes, chacune et chacun a conscience de l'évolution des rapports de force entre les forces politiques au sein de la gauche, dans les rapports gauche-droite, du réel danger du FN et de nos difficultés à gauche à transformer l'abstention, grève des urnes, en vote positif. Cela doit-il inspirer une peur de marginalité de notre parti confinant à l'inaction ? Non ! Par ailleurs, tomber dans une radicalité, qui isole toujours dans un système démocratique, ne peut évidemment pas être une solution.

La seule voie raisonnable pour les communistes est de produire des idées porteuses de changements attendus par les gens et en allant à leur rencontre.

Au plus vite, ces élections doivent être l'occasion de débats, entre communistes et avec nos concitoyens, pour répondre à un fort besoin d'échanger et de construire sur les questions les plus diverses, au-delà, souvent, des seules approches de stratégies électorales.

Ces élections vont permettre d'explorer de nouveaux et de vastes sujets. De grands champs de réflexion et d'action sont à explorer sur des sujets aussi divers que la République, la décentralisation, la démocratie, les inégalités et le politique dans les quartiers populaires, les évolutions des rapports sociaux..., l'environnement et l'écologie..., les injustes répartitions de richesses (*le Figaro* du 2 juin titre : « Que font les entreprises de leurs abondantes liquidités ? » et écrit : « En Europe, ce sont 1 060 milliards de dollars de disponibilités qui s'affichent au compteur des entreprises, 43 % de plus qu'en 2008 ! » et « Entre 2009 et 2014, 2 000 milliards de dollars d'actions auraient ainsi été rachetées. » Ces chiffres sont un cinglant démenti à l'argumentation sur la dette et sur la soi-disant impossibilité de recettes nouvelles pour le financement des services publics... !!

Ce sont là autant de sujets qui, avec bien d'autres, nous conduisent à mêler contenu et stratégie..., qui mêlent aussi la nécessité d'orientations nationales, claires et porteuses, avec l'indispensable dynamisme de la réflexion et de la construction au plan local.

De manière très ouverte, ces élections régionales sont un moment clé pour s'attaquer à deux enjeux fondamentaux :

1. L'avenir de la République : ou nous irons vers des régions au service d'une République de la solidarité et de l'égalité ; ou ce sera l'inverse, vers des régions au service des puissants, de la compétitivité et des inégalités.
2. La sortie ou l'enfoncement de notre pays dans la crise politique qui bloque tout espoir.

Dans ces alternatives, nous voulons construire des dynamiques politiques et citoyennes jusqu'aux urnes, qui mettent en échec les projets de conquête des pouvoirs régionaux par la droite et l'extrême droite, et donc de disposer de nouveaux points d'appui pour leurs

ambitions électorales de 2017 et ouvrent à gauche la possibilité de politiques publiques de gauche offensives.

Ces impératifs politiques sont indissociables d'un double objectif :

- Un objectif d'égalité sociale et territoriale, contre-pied de la compétitivité, au plus près des exigences populaires et pour peser sur les politiques nationales, contre l'austérité.
- Faire des régionales un moment de construction du rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent des politiques de gauche dans les régions et au plan national..., qui veulent la sortie de l'austérité.

Un objectif de rassemblement de toutes celles et tous ceux qui veulent donner de la force aux valeurs de gauche et faire de ces élections une étape importante dans la construction d'une véritable dynamique porteuse d'un nouveau projet de gauche pour la France.

Dans cette optique, et dans la continuité de nos engagements antérieurs aux municipales et aux départementales, il est cohérent de poursuivre, en l'adaptant aux enjeux régionaux, notre stratégie de large rassemblement à gauche autour de politiques régionales offensives pour l'égalité, pour les égalités et les solidarités.

Tout cela nécessite l'adoption d'un plan et une méthode de travail, du national au local, que j'évoquerai dans une dernière partie de cette présentation.

Mais avant, je vais développer quelques points que je viens d'évoquer :

I. D'abord, je tiens à revenir sur l'impact territorial, national et européen de la nouvelle organisation régionale, pour en souligner toute l'importance et donc celle des prochaines élections régionale :

En effet, la mise en place de 13 régions au lieu de 22 est une des pierres angulaire de la réforme territoriale qui, dans son ensemble, constitue un faisceau d'attaques contre la décentralisation, contre la démocratie locale, contre la gestion locale par des élus de proximité, contre les finances locales... et contre le service public. Nous serons à Guéret pour la défense et le développement des services publics.

Avec la métropolisation libérale du territoire national, le nouveau découpage régional donne un cadre institutionnel au transfert des enjeux territoriaux et des centres de décision sur les questions économiques et d'aménagement du territoire vers un plan national et européen.

Ce pouvoir régional aux dimensions européennes, en toute cohérence avec le projet Europe 2020, pèsera de plus en plus sur le fonctionnement des institutions de la République au profit d'organismes européens non élus (Commission de Bruxelles et BCE) et des logiques financières et compétitives par la mise en concurrence des territoires. Au point de

dévitaliser la notion de souveraineté nationale et, pire, celle déjà bien écornée de souveraineté populaire.

Ces nouvelles régions sont destinées à économiser la démocratie, à faire reculer la démocratie locale dans une économie générale de baisse de la dépense publique, c'est-à-dire de réduction drastique du service public, avec dans le collimateur la réduction du « mille feuilles », c'est-à-dire la remise en cause des départements et du maillage communal actuel. Pour s'opposer à ces perspectives et agir positivement dans la gestion et les choix politiques des futures assemblées aux compétences renforcées, les populations ont besoin d'élus combattifs, constructifs et rassembleurs, comme l'ont été durant le mandat qui se termine, les 127 élu(e)s Front de gauche, dont 102 élu(e)s communistes, sur les 1 880 conseillers régionaux en France + outre-mer. Des élus communistes pour qui ni le reniement, ni le renoncement tiennent lieu de projet politique.

A noter que la loi du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions ne change pas le mode de scrutin, mais a pour conséquence de redéfinir le nombre des élus au sein des conseils régionaux aux périmètres élargis. La constitution des listes départementales sera déterminante. Le nombre d'élus que nous aurons (j'espère le maximum !) va dépendre localement de notre gestion politique du mode de scrutin. C'est la loi du 19 janvier 1999, modifiée en 2003, qui fixe le mode de scrutin actuel : scrutin de liste à deux tours avec représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage, se combinant avec une prime majoritaire.

II. Nous allons engager une bataille politique dans un contexte politique complexe, mouvant et contradictoire, notamment marqué par des évolutions politiques diverses et contrastées en Europe : Montée des extrêmes droites (en Pologne...). Mais Syriza en Grèce, une coalition de gauche avec Podemos en Espagne ou encore le résultat du HDP qui ouvre l'espoir en Turquie... montrent que rien n'est figé et qu'il y a des voies possibles de gauche pour combattre et sortir de la fêrle libérale qui imposent l'austérité aux peuples.

A l'initiative de Pierre Laurent, président du Parti de la gauche européenne, nous devons nous féliciter du succès du premier Forum européen des alternatives organisé le week-end des 30 et 31 mai (10 ans après la victoire du NON au Traité européen), où près de 5 000 personnes se sont réunies ces jours-là en plein cœur de Paris pour débattre d'un autre avenir pour l'Europe que la promesse d'austérité qui lui est faite. Comme l'a dénoncé Pierre, « nous avons constaté une absence totale des grands médias de l'audiovisuel de notre pays ». 200 invités venus de 20 pays, 42 organisations politiques, 18 organisations syndicales et 80 associations ont débattu pendant deux jours, dans 3 plénières et 30 ateliers, des alternatives à l'austérité. Toutes les forces de la gauche française étaient présentes. Des personnalités grecques de premier plan (Giorgos Katrougalos, ministre grec de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, Zoé Konstantopoulou, présidente du Parlement grec, ainsi que plusieurs membres de la direction de Syriza et des personnalités emblématiques de la lutte

du peuple grec) ont participé à l'initiative, alors même que le gouvernement Syriza est en plein bras de fer avec les institutions européennes.

Une offensive idéologique libérale sourde, continue et d'une détermination à la hauteur des exigences libérales pour promouvoir l'argent-roi, légitimer les appétits du capital financier et du Medef tout en distillant l'idée qu'aucune autre voie n'est possible et qu'il est donc inutile d'agir socialement et politiquement pour le changement.

En France, toutes les écuries politiques de droite veulent faire des régionales un tremplin vers la présidentielle de 2017 : elles veulent prolonger leurs gains aux municipales et aux départementales. Bien que divisée, la droite se radicalise et ratisse pour tenter de retrouver de l'unité. Pour cela l'UMP n'a pas hésité à usurper le vocable de « les républicains » et à envisager des listes communes ex UMP-UDI quand cela peut lui être favorable. Le MODEM est sur une stratégie de ralliement à l'UMP.

Le FN, qui veut faire des régionales une étape importante pour 2017, continue à travailler son image anti-européenne, antisystème... Maintenant, il veut du pouvoir et il serait illusoire de penser qu'il ne veut pas aller jusqu'aux plus hauts échelons du pouvoir en France, même si cela peut paraître d'un populisme précaire.

Le Congrès de Poitiers du PS a acté la présence de Le Pen au 2^e tour de la présidentielle. Le PS reste majoritairement droit dans ses bottes en partageant la politique gouvernementale et en se mettant au service des injonctions de F. Hollande qui donne à son parti 18 mois pour réussir. Toutefois, en dépit d'un « scénario maîtrisé par la direction », comme l'écrit l'Huma de lundi, les divergences en son sein semblent prendre un nouveau tournant puisque son aile gauche envisage, assez rapidement, la création en marge du PS d'un « mouvement citoyen d'un type nouveau. A suivre... pour une alternative à « un parti d'Epinay à bout de souffle ».

EELV est émietté dans ses différents courants, divisés sur la politique du gouvernement. Evoque une « autonomie ouverte ».

Le MDC, bientôt en congrès, se cherche...

Le PRG négocie au mieux de ses intérêts pour les régionales.

L'extrême gauche semble hors radar

Le Front de gauche. Pierre Laurent, dans son interview à France 2 l'a clairement exprimé : « Le Front de gauche vise à rassembler tous ceux qui défendent un projet de gauche, digne de ce nom ». La situation sur le terrain est très contrastée, elle est souvent statique et dans l'attente sur comment faire du Front de gauche un outil de rassemblement le plus large. Le Front de gauche existe dans sa forme cartel d'organisation, il est dans le paysage politique et les sondages. Il reste pour beaucoup la force politique qui a émergé en 2012 avec la candidature de J.-L. Mélenchon à la présidentielle. Mais on est loin aujourd'hui d'une dynamique de rassemblement populaire. L'abstention ne l'épargne pas.

Dans le débat sur l'orientation du Front de gauche, le Parti de gauche (PG) reste à ce jour dans la posture d'une perspective nationale solidement ancrée sur le rejet total de toute

construction politique avec les socialistes. Il évoque les régionales comme une étape « à l'insurrection civique » pour 2017. Il s'inspire d'un vocabulaire de discours, certes fondateurs, mais dans d'autres conditions historiques, je pense à celui sur « l'étendard de l'insurrection contre le gouvernement » ou encore celui sur « contre l'envahisseur » ! « Insurrection civique » pour 2017, cette formulation très discutable, qui sous-tend une exaltation intérieure du peuple et qui a prioritairement en ligne de mire l'élection présidentielle, ne me semble pas nourrir les conditions démocratiques et politiques pour une dynamique de gauche alternative à l'austérité et pour un nouveau projet de progrès commun pour tous.

Bien que très nuancés entre les points d'accord et ceux qui font débat, nos échanges avec le PG avancent, notamment pour ne pas laisser la droite emporter une nouvelle victoire et pour faire front contre le FN.

Accord aussi sur l'implication citoyenne, la co-animation de la campagne entre les partis et les citoyens et le rassemblement contre l'austérité avec des volontés partagées sur un positionnement national.

Mais font débat la participation à des exécutifs, voire à des majorités avec le PS, la position du Parti de gauche nous renvoyant à une attitude du « nous ou rien », avec le seul possible, participer aux exécutifs si dirigés par le Front de gauche. Pragmatiquement donc, moins d'élus, pas de participation si le Front de gauche fait moins de 25 %. Il y a matière à poursuivre le débat.

La proposition de créer des assemblées régionales ou départementales représentatives des citoyens dans lesquelles les partis politiques seraient seulement en soutien, nous semble une structure impossible à construire à l'échelle régionale. Elle se traduirait toutefois par un nécessaire arbitrage régional des décisions départementales, donc par une usine à gaz.

Avec « Ensemble », « République et socialisme », « Gauche unitaire », beaucoup de points nous rassemblent. D'autres sont aussi encore en débat.

Au plan social, dans un contexte de fortes dégradations de l'emploi, du pouvoir d'achat et de la protection sociale, le repli et la grogne semblent souvent l'emporter sur le développement des luttes, mais nous aurions tort de ne pas voir tout ce qui bouge dans la société, certes de manière très éparpillée mais qui constitue un fort potentiel changement que nous avons toutes les raisons de rencontrer et de valoriser dans la campagne des régionales

III. Dans ce contexte, les élections régionales sont une étape importante pour construire des dynamiques porteuses d'un véritable projet de gauche dans les régions et pour notre pays.

Nos réflexions et nos efforts permanents pour des rassemblements les plus larges à gauche nous invitent à conjuguer toujours mieux le rapport entre projet (contenu) et stratégie, en l'adaptant toujours plus efficacement aux circonstances, aux modes de scrutin et au contexte de l'élection.

Cela conduit à souligner l'importance de nous identifier clairement, dès le 1^{er} tour, par le contenu du ou des projets que nous entendons mettre au service du rassemblement en l'enrichissant du dialogue politique, des rencontres avec les citoyens et par l'action...

Cela autour du thème central et prioritaire que nous allons porter de manière critique pour un sursaut citoyen durant toute la campagne : « l'égalité attaquée ! La République malade ! ».

Seulement deux arguments essentiels sur cette question :

- a) Avec les réformes territoriales, on est face à une rupture historique sur la valeur républicaine d'égalité. Cette valeur fondamentale qui a irrigué les pouvoirs locaux et les politiques publiques locales depuis la Libération. Sans développer sur ce sujet que chacune et chacun connaît, je tiens seulement à pointer que la mise en compétitivité des territoires dans le cheminement des réformes engagées depuis plusieurs années remet en cause l'existence même des communes.
- b) La compétitivité nie et tue l'idée même d'égalité. L'obsession libérale de la baisse constante du coût du travail joue contre la démocratie et le progrès social pour des gains économiques à courte vue dans le développement structurel de la crise du capitalisme.

Il y a donc un enjeu politique central et rassembleur pour toutes celles et ceux qui refusent d'être mis en concurrence, c'est-à-dire être ou devenir un perdant, un exclu de l'emploi pour réduire le coût de production au service du capital. C'est énormément de gens ! bien au-delà des rapports au sein de la gauche et du rapport gauche-droite. Et il n'y a pas de fatalité qu'ils se tournent vers l'abstention ou le vote FN.

Contre ces politiques inégalitaires et de privilèges et pour ouvrir, à gauche, la possibilité de politiques publiques véritablement de gauche, deux conditions sont à construire.

A) Première condition : construire des pactes publics pour des régions solidaires, citoyennes écologiques, c'est-à-dire pour des régions efficaces dans leur capacité de réponses aux besoins des citoyens, avec l'égalité au cœur des projets, en développant des formes nouvelles de démocratie avec les composantes de la société civile et par l'innovation dans les indispensables partenariats qui seront à développer avec les autres territoires, notamment les communes et les départements. De ce point de vue, élu(e), nous serons des garants du respect des citoyens, des communes, des territoires..., contre toutes les logiques autoritaires d'aménagement du territoire de la loi NOTRe.

Nous voulons des régions qui harmonisent les territoires dans une vision équilibrée de l'aménagement et non des régions au service de la métropolisation libérale d'un côté et de la désertification de droits par ailleurs. L'avenir des nouvelles régions ne peut se concevoir sans une conjugaison du développement agricole, économique et urbain, avec une nécessaire volonté de faire reculer les discriminations sociales et territoriales, avec, et c'est fondamental, le respect prioritaire de l'environnement, de la planète.

Nous voulons élaborer des politiques régionales offensives dont la gauche a besoin, ambitieuses en matière d'investissement et de développement des services publics. Avec des priorités en matière de transport (contre le rapport Duron) ; en matière de santé (APHP et désertification médicale) ; dans les domaines culturel et éducatif.

Il est également nécessaire de poser avec force la question des moyens financiers de plus en plus contraints par les politiques d'austérité.

B) Deuxième condition pour ouvrir la possibilité de politiques véritablement à gauche : Constituer des listes de 1^{er} tour qui permettent la convergence de toutes les forces disponibles (partis, personnalités engagées, représentants de batailles locales emblématiques, associations, citoyens.....).

Dans son interview dans l'Huma du 21 mai, Pierre Laurent lançait « un appel à toutes les forces disponibles, dans la société, dans les régions, y compris aux écologistes aux socialistes qui veulent une autre orientation que celle de leur direction actuelle, à engager avec nous la construction citoyenne de listes de premier tour qui portent une haute ambition publique pour les régions ».

C'est un appel clair à rassembler toutes celles et tous ceux qui partagent le contenu des pactes et qui sont prêts à les défendre.

Dans toutes les régions, on pourrait ainsi se donner un objectif de visiter au moins 1 000 acteurs de la vie régionale d'ici à fin juillet ou durant tout l'été. C'est être utiles, visibles et faire du commun.

Etre offensif dans ce sens, c'est mettre en mouvement toutes les disponibilités en ne s'enfermant pas dans « les tambouilles politiciennes ».

Je pense qu'il faut mettre au cœur de notre stratégie l'idée d'aller bien au-delà des négociations avec les forces politiques traditionnelles ou récentes dans l'échiquier politique de gauche... : Nous construirons du lien social et politique en allant prioritairement vers les citoyens, vers celles et ceux qui pensent et agissent dans la multitude des réseaux, associations, maillage général de la société civile, cet acteur politique diffus et mal l'essentiel des évolutions de société, y compris par l'abstention.

Etre offensif, c'est appeler à favoriser l'implication la plus large sous toutes les formes possibles et à tous les niveaux (travail sur le pacte, candidatures, réseaux sociaux de soutien, têtes de listes...). Il ne faut pas hésiter à déborder la proposition pour des assemblées représentatives, en réalité très figées et antipartis.

C'est pourquoi, comme cela est déjà engagé dans les 13 régions, il faut lancer sans tarder des appels au rassemblement envers toutes les forces disponibles, aux écologistes, aux socialistes qui veulent une autre direction que celle de leur direction alignée sur Hollande et Valls, et pour élargir le champ de la construction des projets régionaux et des listes.

Nous devons donc multiplier les initiatives de rencontres et de débat sur des thématiques avec les personnes concernées, et dans des espaces de vie en recherche de réflexion et de projet communs sur les thèmes les plus divers , mais qui peuvent être synthétisés sous cinq intitulés :

IV. Quelques principaux axes de développement régional communs à toutes les régions sont autant de défis à relever, et à décliner localement.

D'une manière générale, la région de demain comme celle d'hier comptera dans la vie quotidienne des habitants : notamment par ses compétences importantes en matière de transport, de construction et d'entretien des lycées, de formation professionnelle et d'insertion des jeunes...

Notre exigence d'égalité doit aller jusqu'à mettre dans nos pactes des mesures concrètes avançant vers la gratuité des transports et des cantines des lycées.

Nous voulons :

- 1) Une région solidaire entre tous les territoires qui la composent et pour une réelle égalité des droits. Investir dans les services publics en développant les coopérations et non les concurrences avec les autres collectivités territoriales et les futures métropoles.

En matière de transport et d'aide aux déplacements, défendre le rail.... S'opposer par tous les moyens juridiques liés à la protection de l'environnement et de la santé au volet transport de la loi Macron. Priorité au ferroviaire et à l'achat de trains conçus et fabriqués en France.

Pour l'accès de tous à un logement de qualité. Mise en place d'un service public régional du logement et de la rénovation urbaine.

La jeunesse au cœur des priorités : Par une politique volontariste dans la construction et la rénovation des lycées généraux et professionnels, l'enseignement supérieur... Etre force de proposition dans l'élaboration des schémas de formation. Valoriser l'orientation en phase avec les bassins d'emploi.

Défendre et développer l'offre de santé publique.

Faciliter l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs.

Aider le monde associatif.

Assurer l'accès au haut débit numérique partout sur le territoire au même tarif en s'appuyant sur les opérateurs associatifs alternatifs et en revendiquant une nationalisation du secteur.

- 2) Agir pour le développement économique et l'essor des entreprises et de l'emploi, en favorisant la participation des salariés à leur gestion.

Exigeons une mobilisation des fonds européens à la mesure des besoins pour l'emploi et la formation.

La création de fonds régionaux pour l'emploi et la formation, adossés à un crédit sélectif doit permettre à l'ensemble du tissu industriel des investissements créateurs d'emplois. Les conseils régionaux ont en la matière une responsabilité déterminante et un devoir d'expérimentation.

De même, pour expérimenter des formes de sécurité emploi-formation, la région, avec ses pouvoirs et ses moyens, est un territoire pertinent.

Reprendre la main sur les ports et les aéroports.

Refuser les spécialisations et la mono activité régionale.

3) Une région écologique : mettre les questions environnementales au cœur de toutes les politiques publiques, c'est-à-dire les intégrer dans tous les secteurs :

Réduction des transports routiers, valorisation de transports collectifs.

Développer le bio, l'agriculture raisonnée et de proximité, les filières courtes.

Intégrer la COP 21 (21^e Conférence of the Parties) dans la campagne des régionales pour faire entendre l'urgence climatique : besoins de travaux d'isolation thermique pour tous les logements d'ici à la fin de la mandature.

Toute construction financée par la région devra être à énergie positive.

Mettre en avant l'écologie comme levier de développement économique.

4) Une région citoyenne.

Repenser le lien entre institution et citoyens dans toute leur diversité, notamment par la mise en place d'espaces de rencontre, d'échange et de proposition avec les jeunes, les habitants de bassins de vie qui ont besoin de collectif. Dynamiser le secteur associatif dans les quartiers populaires et dans les zones rurales.

Valoriser la place et le rôle des syndicats, du monde associatif, des usagers...

A l'écoute et dans les mouvements sociaux.

5) Se donner les moyens de l'égalité et des solidarités.

Par une autre utilisation de l'argent : contrôle et réorientation des fonds publics aux entreprises, création de fonds publics régionaux, innovation dans les relations avec les banques.

Développer l'économie circulaire, les financements participatifs et les circuits courts.

Agir pour réorienter les financements européens, fonds structurels vers les infrastructures et les investissements utiles au développement des services publics, de l'emploi et de la formation.

Mettre la région en zone hors TAFTA.

V. La campagne des régionales.

a) Ces élections ont une dimension territoriale et nationale à prendre en compte dans la campagne. Il ne faut pas hésiter à s'avancer sur la démarche nationale. Je sais que les communistes ont commencé à en parler et ils vont trancher dans les régions.

Je propose que le Conseil national souligne dans sa résolution que notre démarche de liste de large rassemblement de 1^{er} tour autour des pactes sera d'autant plus forte si elle est nationale.

Dans cet esprit, on peut parfaitement envisager un rassemblement national de toutes les listes vers la fin octobre, avant les vacances de la Toussaint.

La dimension nationale que nous donnerons à nos listes du 1^{er} tour des régionales, en en faisant des espaces de convergence maximum, ne pourra qu'aider à la construction d'une candidature de gauche alternative à l'austérité, à l'élection présidentielle de 2017.

b) Sur le second tour, je crois que nous pouvons dire qu'en fonction des configurations régionales, nous travaillerons à la fusion des listes capables de battre, ensemble, la droite et l'extrême droite. Nous le ferons avec l'objectif de construire des majorités dans lesquelles notre représentation sera respectée, et pour pousser, pendant la mandature, les objectifs que nous aurons portés pendant la campagne.

c) Après ce CN, tous les éléments du débat vont être donnés aux adhérents pour une réflexion dans les sections, au niveau départemental dans la perspective des conférences régionales avec vote des communistes.

Comme me l'a dit mon ami et camarade Medhi Mokrani, membre du CN et responsable local du Parti à Ivry-sur-Seine, « il faut adapter le sens de notre action à la composition de notre parti, à son évolution, sans pour autant perdre de vue celles et ceux, tels qu'elles et ils sont, que nous voulons intéresser ».

Les relations avec les autres forces politiques (PS, EELV, Ensemble, PG, RÉS, GU, MDC, PRG...) vont se poursuivre. Mais, je le redis, l'essentiel de notre activité doit nous permettre de concrétiser rapidement les appels à rassemblement et les propositions à mettre en débat. On ne part pas de rien. A l'échelle des 13 nouvelles régions, Les secrétaires fédéraux, les élus ont pris déjà des initiatives en ce sens. Je ne doute pas que vous l'évoquerez dans le concret pour la discussion qui suivra ce rapport. Si les autres forces politiques semblent avoir pris de l'avance, c'est surtout par des choix stratégiques qui ne pouvaient pas être les nôtres et qui s'appuient sur un soutien médiatique régional et national, c'est aussi par la possibilité de conquête pour les droites, c'est aussi par défense de ses positions par le PS après les échecs aux municipales, confirmés aux départementales. C'est par hyper personnalisation de l'enjeu régional et encore d'autres raisons.

Néanmoins, il est urgent, de ne pas perdre de temps pour :

- En interne, préparer les conférences régionales et leurs déclinaisons départementales et locales en respect de la souveraineté des adhérents (avec l'aide d'un kit du militant). De désigner nos chefs de file à parité, des hommes et des femmes qui incarnent notre démarche, animés de volontarisme politique et d'audace d'innovations.

- Aller en direction des gens et des composantes de la société civile : Avec la valorisation des bilans de nos élu-e-s sortant-e-s, en s'appuyant sur eux pour les reconduire et en gagner le plus possible. Cela, dans toutes les régions, droite comme gauche.

- Animer le lancement et le retour concret des appels, démarches envers les citoyens, contacts et initiatives publiques.

- Après la rencontre nationale sur le projet organisée par notre parti, un texte en découle, « La France en commun » va être édité en brochure d'ici le début de l'été. Dans la perspective d'une convention sur le projet en 2016 et pour déverrouiller la situation politique, organisons sa diffusion auprès des communistes, invitons les à en débattre. Organisons sa diffusion auprès de milliers d'acteurs de la vie politique, sociale, syndicale, associative, des personnalités... Et invitons-les à en parler, écoutons-les.

- Intégrer dans toute notre activité de l'audace sur l'adhésion à notre parti.

- Les adhérents-es du Parti n'attendent pas des directives, « des vérités verticales » mais souhaitent avoir tous les termes du débat stratégique national, des enjeux régionaux, avoir des débats et des initiatives partagés avec la population sur ce qui concerne la société, la vie des gens. Des débats naissent des actions. De là, se déterminera l'ampleur de notre activité d'été et du succès de rassemblements populaires comme celui si singulier, si unique, si précieux que constitue la Fête de l'Huma.

- Besoin déjà d'imaginer des étapes de la campagne locales, départementales et régionales. D'imaginer des événements et des rassemblements locaux et régionaux.

Sans m'éloigner des régionales, une phrase de mon ami et camarade Christian Favier, membre de notre CN, issu du dernier chapitre « L'histoire n'est pas finie » de son livre « Coup d'Etat contre les départements ». J'en fais ma conclusion : « Quand je reconnais à la démocratie de terrain un rôle moteur pour le renouveau de la politique, je le fais en communiste. »